

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande

**Accord-cadre à bons de commande pour des
prestations de services de nettoyage et propreté de
chantier dans le cadre de la rénovation du bâtiment
M. CEPET au Pôle Ecole Méditerranée (PEM)
de Saint-Mandrier**

Var Aménagement Développement
Au nom et pour le compte du
Service d'Infrastructure de la Défense Méditerranée
109 Avenue d'Entrecasteaux - BP 1406
83056 Toulon Cedex

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Type de marché.....	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	3
1.4 – Conditions d’attribution des bons de commande.....	3
1.5 – Développement durable	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 – Intervenants	4
3.1 - Acheteur.....	4
3.2 – Maîtrise d’œuvre	4
3.3 – Contrôle technique	4
3.4 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
3.5 – Coordination SSI.....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4.1 Protection du secret de la défense	5
4.2 Niveau de protection du secret.....	5
4.3 Accès à l’enceinte militaire.....	6
4.4 Horaires	7
5 - Durée et délais d'exécution	8
5.1 Durée du contrat.....	8
5.2 Reconduction	8
5.3 Délai d’exécution	9
6– Prix	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
6.2 - Modalités de variation des prix.....	9
7 – Avance	9
8 - Modalités de règlement des comptes	10
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
8.3 - Délai global de paiement	11
8.4 - Paiement des membres du groupement d’opérateurs économiques et des sous-traitants.....	11
9 – Exécution des prestations.....	11
10 – Pénalités	12
11 - Assurances	12
12 – Résiliation du contrat	12
12.1 - Conditions de résiliation	12
12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
13 – Protection des données à caractères personnel	13
14 - Droit de propriété intellectuelle	13
15 - Règlement des différends et langues	14
16 – Dérogations	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières concernent un accord-cadre à bons de commande pour des prestations de services de nettoyage et propreté de chantiers dans le cadre de la rénovation du bâtiment M CEPET au Pôle Ecole Méditerranée (PEM) à Saint-Mandrier.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par l'acheteur. Il est attribué à un seul opérateur économique.

Lieu d'exécution :

670 Quai Jean Jaurès - 83430 Saint-Mandrier

1.2 - Type de marché

L'accord-cadre à bons de commande, sans minimum et avec un maximum annuel de 30.000,00 Euros HT est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-5, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

L'acheteur pourra confier au titulaire, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

L'objet de ces nouveaux accords-cadres ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent accord-cadre et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent du marché.

1.4 – Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront établis sur la base du BPU.

Le titulaire dispose d'un délai de **quatre (4) jours** ouvrés pour retourner par voie dématérialisée et papier le bon de commande contre-signé.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la référence du marché (dénomination et numéro) ;
- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- en cas de groupement la désignation du membre en charge de la prestation et l'éventuelle répartition financière entre membres le cas échéant ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la référence de l'opération concernée ;
- le délai d'exécution et de livraison de la prestation ;
- la date et le numéro du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'acheteur pourront être honorés par le ou les titulaires.

En cas de groupement, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au maître d'ouvrage.

1.5 – Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : Engagement à respecter la charte chantier à faibles nuisances.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Fournitures courantes et services (FCS), les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre mono attributaire objet de la consultation
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- La charte chantier à faibles nuisances
- Les documents graphiques
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le Plan Général de Coordination établi par le bureau Qualiconsult (PGC)
- La note méthodologique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de l'Accord Cadre. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

3 – Intervenants

3.1 - Acheteur

Nom de l'organisme :

Var Aménagement Développement, au nom et pour le compte du Service d'Infrastructure de la Défense Méditerranée.

Représentée par Monsieur Jérôme CHABERT, Directeur Général de Var Aménagement Développement.

3.2 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement conjoint ATELIER EMPREINTE/ ALTEREA/ AB SUD INGENIERIE/ SALAMANDRE/ GEODE EXPERTISES dont ATELIER EMPREINTE est le mandataire solidaire.

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier a été confiée à la maîtrise d'œuvre au titre d'une mission complémentaire.

3.3 – Contrôle technique

Le contrôle technique a été confié au bureau ALPES CONTROLES, ZI la Millone II, 67 Rue d'Ollioules, 83140 SIX-FOURS-LES-PLAGES.

Missions de base :

- Mission L : portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- Mission SEI : portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les ERP pour les locaux du CMA, du SLPA et de l'aumônerie ;

Missions complémentaires :

- Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- Attestation PMR ;
- Mission PS relative à la sismicité ;
- Mission HAND relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
- Mission PV relative au recollement des procès-verbaux essais de réception ;
- CONSUEL.

3.4 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II est assurée par QUALICONSULT SECURITE, Parc Tertiaire Valgora, Avenue Georges Charpak, Bâtiment A, 83160 La Valette du Var.

3.5 – Coordination SSI

Un coordinateur des systèmes de sécurité incendie a été désigné dans le cadre de cette opération de rénovation : BUREAU SALAMANDRE, 45 Rue Notre Dame du Peuple, BP 209, 83006 Draguignan Cedex.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

4.1 Protection du secret de la défense

L'autorisation accordée aux travailleurs étrangers d'accéder au site sera obligatoirement soumise à son accompagnement par un personnel de nationalité française appartenant à l'entreprise titulaire du marché ou à un de ses sous-traitants. Ce personnel devra impérativement avoir préalablement fait l'objet d'une enquête administrative (contrôle primaire), prévue à l'article 5.3.2 de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexé à l'arrêté du 9 août 2021, à l'issue de laquelle le service enquêteur compétent aura émis un résultat sans objections.

La demande de délégation d'accompagnement ne pourra être initiée qu'une fois l'enquête administrative (contrôle primaire) terminée. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en invoquant un avis négatif de contrôle élémentaire ou un délai de procuration de la délégation de conduite incompatible avec son intervention.

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG FCS.

4.2 Niveau de protection du secret

Le présent marché est un marché dit non-protégé.

4.3 Accès à l'enceinte militaire

A/ Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant aux prestations (titulaires, sous-traitants, cotraitants) sera établie et fournie par le titulaire dès la notification du marché. Cette liste doit être complétée par une photocopie lisible recto verso pour chaque personnel de la carte d'identité ou celle de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ces derniers, comme l'autorise l'article R 620-3 du code du travail, introduit par le décret n°86524 du 13 mars 1986, le Maître d'Ouvrage exigera à l'appui de sa liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

B 1/ Contrôle d'accès

Les personnels des entreprises devant se rendre sur la Base de Saint Mandrier - PEM devront avoir satisfait aux formalités d'accès dudit site et être munis d'une carte d'identité ou du titre de travail pour les étrangers.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les titres d'accès (badges) qui auront été délivrés seront à restituer à l'issue.

La décision d'octroi d'un titre d'accès **relève de l'autorité militaire responsable du site**, sur la base d'une enquête administrative fondée sur l'arrêté du 09/08/2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 relative à la protection du secret de la défense nationale et l'arrêté du 15/03/ 2021 portant approbation de l'instruction ministérielle n° 900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreintes et sensibles.

L'enquête administrative (contrôle primaire) à laquelle doit être soumise **toute personne (titulaire, sous- traitants, cotraitants) appelée à pénétrer dans l'enceinte militaire** à l'intérieur de laquelle seront exécutés les travaux nécessite le dépôt de fiches de renseignements **avant toute demande d'accès. Le modèle de contrôle primaire, ainsi que ses consignes de remplissage seront fournis par le responsable de l'opération.**

Le formulaire de contrôle primaire doit être renseigné **au démarrage de la période de la notification du marché**, et adressé avec l'ensemble des pièces requises au bureau sécurité :

E-mail : esid-toulon.resp-bur-secu.fct@intradef.gouv.fr

Les formalités de demandes d'accès, ainsi que celles relatives à l'accompagnement des travailleurs étrangers décrites à l'article 1.7.1 du présent document, à récupérer auprès du responsable de l'opération devront ensuite être initiées par le titulaire et ses sous-traitants déclarés, elles sont à adresser au bureau des accès :

E-mail : esid-toulon.resp-bur-secu.fct@intradef.gouv.fr

Le délai de traitement des accès peut varier en fonctions des délais de traitement du service enquêteur désigné. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation quant à un éventuel retard de délivrance des

autorisations d'accès qui peuvent varier en fonctions des délais de traitement du service enquêteur désigné dans l'arrêté du 09/08/2021 et l'arrêté du 15/03/2021 précédemment cités. Il est précisé que les conditions d'accès des étrangers et le délai de délivrance des autorisations sont aléatoires non seulement du fait des éléments précédemment cités mais également de par le contexte géopolitique international.

Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en invoquant un refus d'accès ou un délai incompatible avec le planning d'exécution de ses prestations.

B 2/ Accès de courte durée

Dans l'attente de l'obtention d'une autorisation d'accès de longue durée, pour satisfaire des besoins ponctuels d'intervention, le titulaire pourra solliciter auprès du mandataire du maître d'ouvrage une demande d'autorisation d'accès provisoire de courte durée.

Celle-ci nécessite impérativement d'avoir au préalable initier les formalités du contrôle primaire décrites précédemment au A/.

Les formulaires sont à réclamer au mandataire du maître d'ouvrage qui précisera à cette occasion les limites de cette autorisation. La demande accompagnée des différents justificatifs sera à transmettre au mandataire du maître d'ouvrage au minimum quatre jours pleins avant la date prévue d'intervention dans l'enceinte de la Base Navale de Toulon.

B 3/ Accès du personnel étranger

L'autorisation accordée aux travailleurs étrangers d'accéder au site sera obligatoirement soumise à son accompagnement par un personnel de nationalité française appartenant au titulaire. Ce personnel devra impérativement avoir préalablement fait l'objet d'une enquête administrative (contrôle primaire), prévue dans l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexé à l'arrêté du 9 août 2021, à l'issue de laquelle le service enquêteur compétent aura émis un résultat sans objections.

La demande de délégation d'accompagnement ne pourra être initiée qu'une fois l'enquête administrative (contrôle primaire) terminée. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en invoquant un avis négatif de contrôle primaire ou un délai de procuration de la délégation de conduite incompatible avec son planning prévisionnel.

Il est précisé que les conditions d'accès des étrangers et le délai de délivrance des autorisations sont aléatoires non seulement du fait des éléments précédemment cités mais également de par le contexte géopolitique international.

C/ Conditions d'accès au site

Les conditions de sécurité et les conditions d'accès au site sont sous la directe responsabilité du chef d'emprise. Elles sont susceptibles d'évoluer dans le temps en fonction de l'évolution des directives nationales, régionales et locales de sécurité, de la position du chef d'emprise, ou encore en fonction du niveau d'alerte Vigipirate.

Tous les intervenants extérieurs devront se soumettre à ces nouvelles dispositions.

4.4 Horaires

Les horaires de travail normaux appliqués au chantier de l'opération sont les suivants : du lundi au vendredi de 07h30 à 17h30.

Lorsqu'un intervenant veut appliquer des heures d'embauchée et de débauchée différentes, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail. Toute demande de dérogation pour intervenir en dehors des horaires ci-dessus devra être adressée au mandataire du maître d'ouvrage au moins 6 jours à l'avance.

Les horaires de travail de la SAEM VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT sont les suivants :

- du lundi au jeudi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 ;
- le vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h00.
-

Horaires de livraison des matériels à privilégier de 7h00 à 11h00. Pour tout nouvel entrant, le bureau des accès est ouvert à 9h00.

Lorsque le titulaire veut appliquer des horaires différents, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail. Cette dérogation n'est pas due à l'entreprise et le refus d'une telle demande ne pourra pas faire l'objet de réclamation de la part du titulaire tant en termes de coût que de délai.

Cette dérogation, après validation du maître d'œuvre, ne pourra être que ponctuelle. En cas de refus le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, le titulaire devra en informer immédiatement l'officier de permanence de l'Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Toulon au numéro suivant : **06.86.15.63.02.**

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du contrat.

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est **Février 2026.**

Cet accord-cadre est conclu pour répondre à des besoins ponctuels de nettoyage, soit pendant les travaux, soit en fin de chantier, soit pour la livraison de l'ouvrage. A ce titre, l'acheteur n'aura recours à ce marché que si les entreprises titulaires des marchés de travaux ne répondent pas à leurs obligations respectives de nettoyage. L'acheteur aura donc la possibilité de ne pas solliciter du titulaire une quelconque intervention pendant une ou plusieurs périodes, sans qu'aucune indemnité ne puisse être attendue de sa part.

5.2 Reconduction

Le marché est reconduit de façon tacite jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2 (deux). La durée de chaque période de reconduction est de 1 (un) an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 3 (trois) ans.

En cas de résiliation, l'acheteur doit se prononcer par écrit au moins 1 (un) mois avant la fin de l'année de durée de validité du marché.

Aucune indemnité ne sera versée en cas de non reconduction ou de renonciation par le titulaire.

5.3 Délai d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché. Les bons de commande émis préciseront la date de commencement des prestations. A défaut d'avoir mentionné cette date, le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

6– Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires renseignés au BPU.

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services, les contraintes normalement prévisibles et les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison et d'installation ainsi que les frais d'installation et de mise en service des fournitures.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'**Août 2025**, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix seront révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (I(n) / I(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Io : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- In : valeur de l'index de référence au mois n.

Le mois " n " retenu pour chaque révision est le mois qui précède celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables pendant cette période.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la parution de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence I, publié par l'INSEE, est le suivant :

Identifiant	Libellé
010546199	Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Services de nettoyage courant des bâtiments Prix de marché Base 2015 Données trimestrielles brutes

7 – Avance

Sans objet pour le présent accord-cadre.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-Fournitures courantes et services.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des demandes de paiement seront effectués exclusivement de façon dématérialisée.

Les factures électroniques, accompagnées des demandes d'acomptes VAD, devront être déposées sur le portail de facturation Chorus Pro – numéro de siret de VAD : 329 152 763 00028. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les factures devront être libellées à :

Var Aménagement Développement, au nom et pour le compte du Service d'Infrastructure de la Défense Méditerranée

Tour l'Albatros

Avenue d'Entrecasteaux - BP1406 - 83056 Toulon cedex

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des membres du groupement d'opérateurs économiques et des sous-traitants

Le Titulaire qui entend recourir à un ou plusieurs sous-traitants en cours d'exécution du marché doit faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le maître de l'ouvrage.

- Modalités de paiement des sous-traitants :
 - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du maître d'ouvrage au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention « Auto liquidation » pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.
- Modalités de paiement direct des membres du groupement :
 - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
 - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives au règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques s'appliquent selon l'article 12.5 du C.C.A.G.-FCS

9 – Exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution de service, conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

En plus de ce qui est prévu à l'article 6 du CCAG-FCS, le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans les instructions ministérielles suivantes et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. Ces instructions sont consultables sur <http://circulaires.legifrance.gouv.fr>

Circulaire n° 2221/DEF/CGA/IS/PT/ITA du 17/07/2015 relative aux conditions du contrôle par l'inspection du travail dans les armées de l'application du code du travail au personnel des entreprises et établissements publics travaillant dans les établissements du ministère des armées.

Instruction n°300612/DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998 relative à certaines dispositions de prévention applicables aux opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées dans un organisme du ministère des armées.

En application de ces textes, il découle notamment les obligations suivantes :

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit faire parvenir immédiatement :

au coordonnateur SPS,

au mandataire du maître de l'ouvrage,

une copie de la déclaration adressée à ces instances et, dès qu'elle est connue, la durée totale de l'arrêt de travail éventuel.

Par ailleurs, le titulaire informe également :

le coordonnateur SPS,

le mandataire du maître de l'ouvrage,

et, sur sa demande, l'inspection du travail compétente,

du nombre d'heures d'arrêt de travail pour ses salariés et sous-traitants, le nombre d'accidents du travail et le nombre de jours perdus.

Enfin, le titulaire s'oblige à remettre au mandataire du maître de l'ouvrage une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.

10 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, une pénalité journalière de 100 euros HT sera appliquée.

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer les pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai qui de 15 jours.

À défaut de réponse du titulaire, l'acheteur applique les pénalités de retard. Par ailleurs, en fonction des observations apportées par le titulaire, l'acheteur se réserve également le droit d'appliquer des pénalités de retard.

11 - Assurances

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et membre du groupement inclus) doit justifier, dans un délai de 7 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

12 – Résiliation du contrat

12.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du code de la Commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la Commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

12.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13 – Protection des données à caractères personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

14 - Droit de propriété intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG – FCS, il est stipulé :

- Concernant le régime des connaissances antérieures

L'acheteur et le titulaire restent titulaires de leurs droits propres.

En cas d'incorporation des connaissances antérieures dans les résultats, le titulaire autorise l'acheteur à les utiliser pour les mêmes droits que ceux applicables aux résultats.

- Concernant les droits de propriété intellectuelle de l'acheteur

Lorsqu'il s'agit des résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistiques, il s'applique un régime de cession non exclusive du titulaire (le titulaire peut ainsi exploiter les résultats pour ses propres besoins) à l'acheteur des droits de propriété intellectuelle sur les résultats pour le monde entier et pour la durée légale des droits.

En cas de résultats protégés par un droit de propriété industrielle relatif à des inventions techniques, il est fait application du régime de licence d'utilisation non exclusive du titulaire à l'acheteur des droits de propriété intellectuelle. Le prix forfaitaire des cessions / licences est compris dans le montant du marché.

15 - Règlement des différends et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 – Dérogations

<u>ARTICLES DU CCAP</u>	<u>ARTICLES DU CCAG-FCS AUXQUELS IL EST DEROGE</u>
Article 2	Article 4.1
Article 6.1	Article 10
Article 10	Article 14.1
Article 11	Article 9